

Recherches sociographiques



Lila COMBE, Michel GARIÉPY, Mario GAUTHIER, Florence PAULHIAC SCHERRER et Franck SCHERRER, *Débattre pour transformer l'action urbaine. Planification urbaine et développement durable à Grenoble, Lyon et Montréal*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2012, 248 p.

Daniel Pinson

Volume 54, numéro 2, mai-août 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1018300ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1018300ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pinson, D. (2013). Compte rendu de [Lila COMBE, Michel GARIÉPY, Mario GAUTHIER, Florence PAULHIAC SCHERRER et Franck SCHERRER, *Débattre pour transformer l'action urbaine. Planification urbaine et développement durable à Grenoble, Lyon et Montréal*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2012, 248 p.] *Recherches sociographiques*, 54(2), 372-373.
<https://doi.org/10.7202/1018300ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques et Université Laval, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

des motifs d'une telle posture mi-citoyenne mi-universitaire ainsi que du modèle démocratique – ou de « bonne gouvernance » – dont celle-ci est éventuellement porteuse en matière d'exercice du pouvoir municipal. Elle pourrait également tirer profit d'une incorporation plus systématique dans l'évaluation du système politique local québécois de formes d'action et d'engagement qui, à commencer par l'action communautaire, sont reconnues comme légitimes et qui ont leur propre base territoriale, facteur de mobilisation et d'identité collective.

En tout état de cause, cette « somme » consacrée aux élections au sein des municipalités urbaines québécoises représente une très bonne base méthodologique et problématique : elle invite, selon les vœux des deux codirectrices de l'ouvrage, à poursuivre l'œuvre engagée.

Jacques PALARD

*Centre national de la recherche scientifique,
Université de Bordeaux (France).
j.palard@sciencespobordeaux.fr*

Lila COMBE, Michel GARIÉPY, Mario GAUTHIER, Florence PAULHIAC SCHERRER et Franck SCHERRER, *Débatte pour transformer l'action urbaine. Planification urbaine et développement durable à Grenoble, Lyon et Montréal*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2012, 248 p.

Cet ouvrage ajoute une pièce utile à des contributions qui se sont multipliées dans la période récente sur les questions de concertation, de consultation et de participation des citoyens aux politiques publiques d'urbanisme. Le livre s'empare ici de la question du débat public à propos d'objets de l'urbanisme essentiels à la planification stratégique des villes, à Montréal, Grenoble et Lyon ; il tente de situer la place du débat public commandé par des lois récentes et les effets qu'il peut avoir sur la question du développement durable, dans ses dimensions à la fois économique, sociale et environnementale. Cette question, autrefois dédaignée par les milieux de recherche, s'impose aujourd'hui comme incontournable, ne serait-ce que parce qu'elle est entrée dans les textes et l'action politique, au Québec comme en France. L'essentiel de l'ouvrage est consacré à la présentation des modalités de concertation (le procédural) en appelant à des acteurs, autres que politiques et techniques, plus impliqués dans la société civile : associations, notamment, et individualités. Une introduction permet de situer l'enjeu de la question soulevée et un dernier chapitre croise des éléments de l'analyse parcourant les descriptions diachroniques qui permettent de restituer les étapes du débat public concernant les trois villes : Montréal et Lyon y sont abordées sous l'angle de la planification à l'échelle métropolitaine, voire supra-métropolitaine, Grenoble l'est à partir des documents mis en place sur des questions sectorielles, tout particulièrement les déplacements en ville. Les divers cheminements des chercheurs font apparaître les différences d'approches et les substrats culturels variables qui les fondent entre « sentiers institutionnels » et « processus incrémental de type essai/échec ». Malgré son caractère précis et très fouillé, parfois desservi par une langue

trop administrative, l'ouvrage met en lumière ce que le débat public fait émerger d'une expression non institutionnelle : ceci se fait plutôt sur le mode protestataire, à Montréal, et, en région Rhône-Alpes, sur un mode de volonté de reconnaissance, de la part des associations ou des individualités compétentes invitées. Les retentissements sur les contenus (le substantiel), sur certains enjeux sous-estimés ou oubliés (« orphelins », est-il dit en reprenant ce qui se dit des maladies homonymes) reviennent ainsi, de manière inégale, dans les documents d'urbanisme adoptés, mais pas au point qu'une garantie de réalisation soit totalement assurée. Dans ce travail écrit à plusieurs mains, qui se saisit d'objets moins nettement soumis au débat public que d'autres (grandes infrastructures et grands chantiers), et qui, en procédant de manière inductive, se garde d'appréhender la question à partir d'hypothèses qui auraient pu mettre en avant l'opposition entre des instances de décisions et des contre-pouvoirs, comme l'ont fait d'autres travaux, les chercheurs ont privilégié les avancées à petits pas du débat public dans le cadre d'une culture de gouvernance plus ouverte au partage des compétences et moins assurée de ses légitimités. Pour autant cet élargissement du débat public, s'il est avéré, en dépit d'une difficulté à en mesurer l'ampleur, s'il est source d'apprentissage, tant pour les citoyens, responsables d'associations et parfois ordinaires, que pour les élus et les techniciens, reste fort modeste, plus convenu et plus encadré en France qu'au Québec, où il s'exprime en dynamique d'opposition constructive.

Daniel PINSON

Université d'Aix-Marseille,
IUAR, FDSP.
Daniel.pinson@univ-amu.fr

Jacques LACOURSIÈRE, Jean PROVENCHER et Denis VAUGEOIS, *Canada-Québec. Synthèse historique, 1534-2010*, Québec, Septentrion, 2011, 606 p.

Dans sa note liminaire de *Canada-Québec*, l'éditeur Gilles Hernan explique qu'il s'agit de la 4^e édition de cette synthèse populaire qui fut, pour de nombreux élèves de secondaire 4, un manuel de référence. La première édition remonte à 1968 mais, précise-t-on au début, l'essentiel du contenu daterait de 1983, soit l'époque où le livre paraissait aux éditions du Renouveau Pédagogique. En marge de la page 396, il est toutefois mentionné que le chapitre sur la Grande Guerre « a été rédigée en 1968 », une mention qui instille un doute dans l'esprit du lecteur qui se demandera jusqu'à la fin de sa lecture ce qui date de 1968 et de 1983. Un indice « compromettant » : les notes de bas de pages, qui ne dépassent guère les années 1970 et renvoient notamment aux synthèses des Lionel Groulx, Thomas Chapais, Robert Rumilly et Mason Wade. Dans le corps du texte, l'historien le plus cité est Maurice Séguin, professeur et maître à penser de Denis Vaugeois durant les années 1960. L'historiographie récente, et du reste fort complète, se retrouve aux marges du texte. Ces monographies sont trop brièvement résumées et, la plupart du temps, généreusement complimentées pour leurs qualités. J'aurais pour ma part préféré que ces recherches plus récentes soient intégrées au corps du texte et